

situation au Mali :

Point de vue des Alternatifs

La réaction à l'intervention des forces françaises n'a pas fait consensus au sein des Alternatifs: pour certains, il s'agissait de stopper l'avancée d'une colonne jihadiste en direction de Bamako; pour d'autres, il s'agissait d'une intervention impérialiste pour défendre les intérêts de la France et de l'Union européenne.

En revanche, ceux ci se retrouvent pour:

- . condamner avec la plus grande fermeté l'agression dont est victime le Mali depuis plusieurs années de la part de groupes islamistes liés à la mouvance jihadiste de al Qaïda. Il condamnent avec la même vigueur les enlèvements d'étrangers, les exactions de ces groupes islamistes contre la population civile (lapidations, amputations, mutilations...) qui ont entraîné le départ d'un quart de la population du Nord Mali de ses foyers (plus de 400 000 personnes)
- . défendre les droits des peuples enfermés dans des frontières héritées de la période coloniale, et notamment l'autonomie du peuple touareg dont certains éléments, suite à l'oppression étatique malienne, ont conclu une alliance mortelle avec les jihadistes.
- . dénoncer l'absence de débat démocratique préalable à toute intervention militaire française (sur ses objectifs politiques et sur sa nature) et sur la concrétisation des suites politiques de cette intervention (les aides apportées à l'Etat malien ne se traduisent aujourd'hui par aucun engagement concret)
- . condamner la tonalité va-t-en guerre de la majorité de la classe politique française et en particulier d'un chef de l'Etat parlant, comme finalité politique, de la destruction d'êtres humains, fussent-ils terroristes.
- . refuser la logique permanente d'intervention politique et militaire de la France sur le continent africain, intervention qui renvoie à la défense d'intérêts géostratégiques et économiques de la France et de l'ensemble de l'UE (Sécurisation des débouchés pour les entreprises installées au Mali, de l'accès pour la France et pour l'UE aux matières premières de l'ensemble de la région), bien loin des déclarations d'intention humanistes dans une région où s'aiguisent les appétits et les rivalités de puissances mondiales, de certains pays émergents et de la nébuleuse transnationale d'AQMI.
- . Les Alternatifs réaffirment qu'il est plus que temps d'en finir avec la Françafrique.
- . Les Alternatifs soulignent la différence manifeste de traitement entre certaines résolutions de l'ONU suivies d'engagements militaires assez rapides et des différentes résolutions restées sans la moindre traduction concrète. Ils rappellent en particulier l'impunité dont jouit l'Etat israélien. Les Alternatifs soulignent par ailleurs la faible légitimité de cette instance internationale due, en particulier, au statut particulier des membres permanents.
- . Souhaitent que les pays étrangers s'en tiennent à l'application de la résolution 2085 de l'ONU et de sa charte. La situation au Mali, difficile depuis plusieurs années du fait entre autres de la pression néolibérale (FMI, BM, OMC...), s'est considérablement dégradée depuis un an

. Les privatisations d'entreprises ont été nombreuses et ont profité aux multinationales, en particulier françaises (Bouygues, Bolloré, Orange). L'Etat malien pour des raisons internes et externes- est devenu incapable de remplir ses fonctions sociales et régaliennes. Il est indispensable de sortir de la spirale du conflit qui aggrave cette situation et appauvrit encore la population.

. Les Alternatifs affirment leur solidarité avec les mouvements progressistes africains. et maliens, défendent la mise en place dans les meilleurs délais d'un plan d'aide au Mali en relation avec les pays africains voisins: rétablissement d'un État démocratique. Une solution politique permettant aux différents peuples formant l'Etat malien de vivre dans l'égalité des droits.

. La seule action déterminante qui puisse être menée au niveau international est l'annulation de la supposée dette malienne, le démantèlement du FMI et une refonte de la Banque Mondiale ainsi qu'un partenariat avec l'Europe non pas basé sur la guerre économique mais sur l'entraide et l'échange. Ces évolutions radicales aideraient d'une façon importante le Mali mais seuls les Maliens sont en capacité de construire un état démocratique, souverain et pacifié. .

Texte adopté à la coordination nationale des Alternatifs du 17-02 2013